

Art. 14. Le Ministre flamand compétent pour la Politique de Santé et le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme VOGELS

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Formation,
Mme VANDERPOORTEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 2491

[C — 2001/27486]

27 AOÛT 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant règlement du fonctionnement du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 68, alinéa 1^{er};

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le Gouvernement estime que le Ministre-Président doit bénéficier des mêmes prérogatives de direction du Gouvernement que le Premier Ministre fédéral;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible; que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement wallon délibère collégialement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région.

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents.

§ 2. L'ordre du jour est établi par le Ministre-Président.

§ 3. Ne sont systématiquement pas inscrits à l'ordre du jour, sauf urgence dûment justifiée :

- les points pour lesquels l'avis de l'Inspection des Finances n'est pas joint;
- les points pour lesquels l'accord du Ministre de la Fonction publique n'est pas joint si un tel accord est requis;
- les points pour lesquels l'accord du Ministre du Budget n'est pas joint, si un tel accord est requis.

§ 4. Les points non inscrits à l'ordre du jour ne sont pas pris en considération, sauf urgence dûment justifiée.

§ 5. Un Ministre peut demander l'évocation de toute affaire relevant d'une matière déléguée.

§ 6. Le report d'un point peut être demandé avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon délibère de tout projet de décret et d'arrêté réglementaire, sauf délégation octroyée par le Gouvernement wallon.

§ 2. Le Gouvernement wallon délibère de toute proposition de décret et d'amendement(s) déposée au Conseil régional wallon.

Art. 4. § 1^{er}. Trimestriellement, une situation budgétaire complète tant en ce qui concerne les engagements et les ordonnancements que les situations des recettes et des dépenses, est transmise à chacun des membres du Gouvernement wallon par le Ministre du Budget dans un délai de quinze jours après expiration de la période concernée.

La situation comporte une annexe relative au programme d'investissement.

§ 2. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des ordonnancements en ce qui concerne les matières relevant de ses compétences.

Art. 5. Le Ministre du Budget est chargé d'élaborer et de présenter conjointement avec le Ministre fonctionnellement compétent le projet de délibération en cas de refus de visa de la Cour des Comptes.

Art. 6. Le Gouvernement wallon délibère de tout projet ou proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services, organismes et institutions publics qui sont chargés de l'exécution de la politique régionale.

Art. 7. Les programmes d'investissements matériels couvrant une ou plusieurs années font l'objet d'une délibération du Gouvernement wallon avant l'adoption des projets de budget.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et, s'il échet, celle de leurs bénéficiaires.

Art. 8. Tout projet de circulaire ou de directive à portée générale est transmis par son auteur aux autres Ministres.

Ceux-ci peuvent dans un délai de huit jours ou à la séance du Gouvernement wallon qui suit la réception, en demander une délibération. Faute d'une telle demande ou évocation, la circulaire est diffusée ou publiée.

Art. 9. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, on appelle :

- dossiers A :

1° les arrêtés à caractère organique ou réglementaire;

2° l'octroi des délégations en matière de personnel et de budget pour ce qui concerne les ministères;

3° les cadres des ministères.

- dossiers B :

1° l'octroi d'autres délégations à des fonctionnaires;

2° les cadres des organismes d'intérêt public;

3° les déclarations de vacance d'emplois au niveau 1;

4° l'octroi des fonctions supérieures et les promotions au niveau 1;

5° les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les commissions et chambres de recours, ainsi que par les commissions de stage au niveau 1;

6° les mutations dans l'intérêt du service à partir des grades de rang A4;

7° l'élaboration des programmes de recrutement;

- dossiers C : les autres décisions administratives relatives au personnel, à l'exception de celles ayant fait l'objet de délégations à des fonctionnaires.

§ 2. Les secrétaires généraux et les fonctionnaires-dirigeants des organismes d'intérêt public transmettent simultanément tout dossier visé au § 1^{er} au Ministre-Président, au Ministre de la Fonction publique et à celui ou ceux des Ministre(s) fonctionnellement compétent(s). En outre, ils transmettent simultanément les dossiers A visés au § 1^{er} au Ministre du Budget.

Chaque Ministre réceptionnaire du dossier dispose d'un délai de quinze jours ouvrables pour faire connaître son avis à celui de ses collègues compétents pour le soumettre au Gouvernement ou pour décider. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

En cas de divergence d'avis, il est procédé à une concertation chez le Ministre de la Fonction publique dans un délai de dix jours ouvrables.

§ 3. Sans préjudice des initiatives qu'il revient à l'administration de prendre, est compétent pour donner à celle-ci les instructions utiles à la préparation des décisions :

- le Ministre de la Fonction publique, en ce qui concerne les dossiers A;

- le Ministre de la Fonction publique, d'initiative ou à la demande du Ministre fonctionnellement compétent, pour les ministères et le Ministre fonctionnellement compétent pour les organismes d'intérêt public en ce qui concerne les dossiers B. En cas de demande adressée par le Ministre fonctionnellement compétent au Ministre de la Fonction publique, celui-ci donne les instructions utiles à l'administration au plus tard dans le mois de cette demande;

- le Ministre fonctionnellement compétent, à la demande du Ministre de la Fonction publique ou d'initiative, le Ministre de la Fonction publique étant informé sans délai, pour les ministères et le Ministre fonctionnellement compétent pour les organismes d'intérêt public, en ce qui concerne les dossiers C.

Le Ministre de la Fonction publique veille à la cohérence des situations administratives des agents.

§ 4. Les dossiers A sont soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Les dossiers B concernant les ministères sont soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Les dossiers B concernant les organismes d'intérêt public sont soumis au Gouvernement par le Ministre fonctionnellement compétent.

§ 5. Sans préjudice des dispositions des §§ 3 et 4, le Gouvernement est seul compétent pour les dossiers A et B.

Sans préjudice des dispositions du § 3, le Ministre de la Fonction publique est compétent pour les dossiers C concernant les ministères. Une copie de la décision du Ministre de la Fonction publique est transmise au Ministre fonctionnellement compétent.

Le Ministre fonctionnellement compétent est compétent pour les dossiers C concernant chacun des organismes d'intérêt public. Une copie de la décision du Ministre fonctionnellement compétent est transmise sans délai au Ministre de la Fonction publique.

§ 6. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos de tous les dossiers A et B concernant les ministères.

Le Ministre fonctionnellement compétent est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos des dossiers B concernant chacun des organismes d'intérêt public.

Art. 10. Lorsque la Région est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, le Gouvernement wallon arrête les éléments de la politique de la Région, désigne ses représentants auprès de ces organes ou organismes, leur donne toute directive nécessaire et reçoit leurs rapports.

Art. 11. § 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement wallon est seul qualifié pour émettre au nom de la Région un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes fédéraux, communautaires, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

§ 2. Le Ministre-Président coordonne toute procédure d'avis, de concertation, d'association ou de coopération avec l'Etat fédéral ou les entités fédérées.

Ces procédures sont préparées conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent.

§ 3. Le Gouvernement wallon délibère sur les modalités générales des projets de traité et d'accord de coopération, sur présentation du Ministre-Président.

§ 4. Préalablement à leur approbation par le Gouvernement wallon, les traités et accords de coopération sont préparés conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent.

Le Gouvernement wallon fixe la date d'entrée en vigueur de ces traités et accords.

Art. 12. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 7, 13, 14, 15 et 16 sont déléguées à chacun des Ministres pour ce qui concerne leurs compétences respectives :

1° les décisions portant sur un montant maximum de 495 000 euros lorsque le bénéficiaire est désigné dans le budget administratif; dans le cas contraire, ce montant est ramené à 250 000 euros;

2° sans limitation du montant, les décisions relatives à des dépenses inscrites dans un programme délibéré au Gouvernement wallon avec indication du ou des bénéficiaires;

3° les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants en exécution des programmes visés à l'article 7;

4° l'octroi des avantages accordés en exécution de la législation et la réglementation sur l'expansion économique et les aides technologiques relatifs à tout dossier concernant des aides d'un montant inférieur à 3 720 000 euros et pour lequel l'Inspection des Finances a donné un avis favorable.

Toutefois, un rapport trimestriel comportant la liste des entreprises et le montant des avantages qui leur sont octroyés en exécution des législations concernées est communiqué aux membres du Gouvernement wallon;

5° l'octroi de la garantie régionale accordée en exécution de la législation et de la réglementation sur l'expansion économique lorsque le crédit à garantir porte sur un montant maximum 2 480 000 euros et les aides technologiques lorsqu'elle porte sur un programme maximum de 2 480 000 euros;

6° les arrêtés approuvant les plans d'aménagement et les règlements d'urbanisme d'initiative communale;

7° les règlements complémentaires sur la police de la circulation routière;

8° les aides en faveur des bâtiments-relais;

9° l'agrément des entrepreneurs;

10° les actions judiciaires exercées au nom du Gouvernement wallon tant en demandant qu'en défendant, le sort à réserver aux exploits d'huissiers notifiés à la Région;

11° la délivrance d'attestation;

12° les contrats de cession amiable, les quittances, les baux et autres actes relatifs à l'acquisition ou la cession d'immeubles;

13° les décisions d'octroi de tranches trimestrielles d'un montant égal à payer à l'Office régional de l'Emploi, à l'Institut de formation permanente des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux comités subrégionaux de l'emploi et la formation;

14° la nomination au sein des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation des membres représentant les organisations des employeurs et des travailleurs;

15° la nomination des membres des commissions emploi-formation-enseignement;

16° les arrêtés approuvant les plans de gestion et les décisions portant approbation des contrats d'accompagnement et des prêts en exécution de la législation et de la réglementation relatives à l'utilisation du compte C.R.A.C. visée dans la convention du 30 juillet 1992 telle qu'amendée et ce, dans la mesure où l'intervention financière de la Région n'est pas sollicitée;

17° l'approbation des programmes triennaux visés à l'article 5 du décret du 1^{er} décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public;

18° l'octroi de la garantie régionale aux emprunts contractés, dans les limites de leur budget d'investissement, par les centres hospitaliers psychiatriques du Chêne aux Haies à Mons et les Marronniers à Tournai en vue de la réalisation de leur objet social, moyennant l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

19° l'octroi de la garantie régionale aux emprunts contractés pour les constructions hospitalières et médico-sociales dans la limite du montant inscrit dans le décret contenant le budget général des dépenses du Ministère de la Région wallonne, en exécution de la convention cadre adoptée par le Gouvernement et relative à cette garantie et des articles 50, § 1^{er}, et 51 de la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987, moyennant l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions.

Art. 13. § 1^{er}. Est soumis à l'accord du Gouvernement wallon le choix du mode de passation, en ce compris l'avis de marché, des marchés publics visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ci-après dénommée la loi, dont l'estimation est supérieure aux montants figurant au tableau ci-après :

	Adjudication publique ou appel d'offres général	Adjudication restreinte ou appel d'offres restreint Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	7 435 000 euros	1 610 000 euros	495 000 euros
Fournitures	4 960 000 euros	495 000 euros	250 000 euros
Services	1 490 000 euros	250 000 euros	125 000 euros

§ 2. L'accord du Gouvernement wallon est également requis avant l'attribution du marché lorsque le montant estimé du marché est inférieur au montant correspondant fixé au § 1^{er}, mais que le montant de l'offre à approuver dépasse ce montant de plus de quinze pour cent.

§ 3. Est également soumise à l'accord du Gouvernement wallon la passation des concessions de travaux publics dont les montants estimés hors T.V.A. correspondent à ceux déterminés au § 1^{er}.

§ 4. Tout projet de convention pouvant avoir pour conséquence d'engager en matière de marchés publics, dans le cadre des seuils prévus au § 1^{er}, la Région wallonne ou un organisme relevant de l'autorité hiérarchique d'un Ministre doit être également soumis à l'accord du Gouvernement wallon.

Art. 14. L'accord du Gouvernement wallon est remplacé par l'accord du Ministre-Président dans les cas visés aux articles 17, § 2, 1^o, c, et 39, § 2, 1^o, c, de la loi du 24 décembre 1993 pour autant qu'il ne puisse être recueilli préalablement en raison de l'urgence.

Il appartient, dans ce cas, au Ministre compétent d'informer sans délai le Gouvernement wallon. L'urgence invoquée doit être justifiée.

Art. 15. Par dérogation à l'article 13, l'accord du Gouvernement wallon n'est pas requis :

1^o pour les marchés publics à passer par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint, lorsque cette procédure est consécutive à une adjudication publique ou un appel d'offres général pour lequel l'accord préalable du Gouvernement wallon a été recueilli mais auquel il n'a pas été possible de donner suite en raison des difficultés mineures d'interprétation, soit des dispositions du cahier spécial des charges, soit des offres remises.

Le cahier spécial des charges ne peut subir que les adaptations rendues strictement nécessaires par les difficultés précitées;

2^o pour les marchés publics à passer par procédure négociée dans les cas visés aux articles 17, § 2, 1^o, d et e, et 4^o, et 39, § 2, 1^o, d et g, 3^o, c et d, et 5^o de la loi du 24 décembre 1993;

3^o dans le cadre de mesures d'office, pour les marchés publics à conclure avec un ou plusieurs tiers pour compte d'un adjudicataire défaillant.

Art. 16. Dans le courant du premier mois qui suit chaque trimestre civil, les décisions relatives à la passation des marchés publics visés aux articles 13 et 15 du présent arrêté, accompagnées du rapport d'adjudication, doivent, dans les mêmes conditions de seuils définis à l'article 13, § 1^{er}, être communiquées pour information au Gouvernement wallon par le Ministre concerné.

Art. 17. Dans le courant du premier mois qui suit chaque trimestre civil, les décisions relatives au choix du mode de passation et à la passation des marchés publics prises par les personnes de droit public qui relèvent du seul pouvoir de contrôle du Gouvernement wallon, doivent, dans les mêmes conditions de seuils que celles définies à l'article 13, § 1^{er}, être communiquées pour information au Gouvernement wallon par le Ministre de tutelle.

Seront également communiqués au Gouvernement wallon, l'avis de marché, le rapport d'analyse du marché et les rapports conjoints des commissaires du Gouvernement.

Art. 18. Le montant des marchés publics est à évaluer, selon le cas, en fonction des règles fixées par les articles 2, 28 ou 54 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ou par les articles 2, 21 et 41 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996, relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

En cas de travaux, de fournitures ou de services complémentaires à passer par procédure négociée dans les conditions des articles 17, § 2, 2^o, a, 3^o, b, et 39, § 2, 2^o, a, 3^o, b, 4^o, b, et 6^o, de la loi du 24 décembre 1993, le montant du marché principal est également pris en compte.

Art. 19. Dans les matières qui leur sont attribuées, les Ministres ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun et les Ministres concernés cosignent la convention qui éventuellement en résulte.

Art. 20. § 1^{er}. L'introduction des dossiers relatifs aux fonds européens au Gouvernement wallon relève de la compétence du Ministre-Président. Ces dossiers sont préparés conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent. Le Ministre-Président assure en outre la présidence des différents comités techniques, financiers et de suivi.

§ 2. Toute décision d'engagement portant sur un fond européen ou sur son cofinancement belge est notifiée sans délai au Ministre-Président.

Art. 21. L'Agence wallonne des Télécommunications est soumise à la tutelle conjointe du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles et du Ministre de l'Équipement et des Travaux publics.

Art. 22. § 1^{er}. La procédure de concertation prévue au § 2 du présent article, signifie que le Ministre compétent doit obtenir l'accord du Ministre avec lequel il a l'obligation de se concerter avant de soumettre son dossier au Gouvernement, tout en en restant le seul signataire.

§ 2. a. Les dossiers relatifs à l'intermodalité font l'objet d'une concertation entre le Ministre de l'Équipement et des Travaux publics et le Ministre des Transports et de la Mobilité.

b. Les dossiers relatifs à la recherche scientifique en matière d'agriculture, de compétence régionale en application de l'article 2 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 font l'objet d'une concertation entre le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité et le Ministre de l'Economie et de la Recherche;

c. Les dossiers relatifs à la mise en œuvre de la compétence portant sur la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, la taxe de mise en circulation et l'eurovignette, font l'objet d'une concertation entre le Ministre de l'Équipement et des Travaux publics et le Ministre des Transports et de la Mobilité;

d. Les dossiers portant sur la mise en œuvre des compétences relatives aux lois organiques des communes, provinces, agglomérations et fédérations, telles qu'elles résultent de la loi spéciale du 13 juillet 2001, font l'objet d'une concertation entre le Ministre-Président et le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique.

Art. 23. Préalablement à la décision, toute demande d'agrément des entrepreneurs est soumise, pour avis, au Ministre de l'Équipement et des Travaux publics par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement.

Art. 24. Chaque Ministre arrête les expropriations nécessaires à l'exercice de ses compétences.

Art. 25. Le Gouvernement wallon accrédite les Inspecteurs des Finances et détermine leur affectation auprès de ses membres sur proposition du Ministre du Budget.

Art. 26. L'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement est abrogé.

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 28. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 août 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement
du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme M. ARENA

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 2491

[C — 2001/27486]

27. AUGUST 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 68, Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets I vom 7. Juli 1993 über die Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region;

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und auf die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Regierung den Standpunkt vertritt, dass der Minister-Präsident mit den gleichen Befugnissen zur Leitung der Regierung auszustatten ist wie der föderale Premierminister;

In der Erwägung, dass der Regierung die Möglichkeit gegeben werden soll, so wirksam wie möglich zu arbeiten; dass die vorliegenden Bestimmungen daher unverzüglich in Kraft treten sollen;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung berät kollegial im Wege des Konsenses und bestimmt die politischen Leitlinien für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich der Region fallen, unbeschadet der Vollmachten, die sie ihren Mitgliedern erteilt.

Art. 2 - § 1. Die Beschlüsse der Wallonischen Regierung über die in der Tagesordnung vorgesehenen Punkte sind nur gültig, wenn mehr als die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend sind.

§ 2. Der Minister-Präsident legt die Tagesordnung fest.

§ 3. Folgende Punkte werden außer bei ordnungsgemäß nachgewiesener Dringlichkeit nicht in die Tagesordnung aufgenommen:

- die Punkte, für die das Gutachten der Finanzinspektion nicht beigelegt ist;
- die Punkte, für die das Einverständnis des Ministers des öffentlichen Dienstes nicht beigelegt ist, wenn ein solches Einverständnis verlangt wird.
- die Punkte, für die das Einverständnis des Ministers des Haushalts nicht beigelegt ist, wenn ein solches Einverständnis verlangt wird.

§ 4. Die Punkte, die nicht auf der Tagesordnung stehen, werden nicht berücksichtigt, außer in ordnungsgemäß nachgewiesenen Dringlichkeitsfällen.

§ 5. Ein Minister kann jede Angelegenheit zur Sprache bringen, die Gegenstand einer Vollmacht ist.

§ 6. Die Vertagung eines Punktes kann vor der Sitzung von einem Mitglied beantragt werden, dessen Abwesenheit gerechtfertigt ist.

Art. 3 - § 1. Die Wallonische Regierung berät über jeden Entwurf von Dekret oder Erlass mit Verordnungskarakter, außer wenn sie eine diesbezügliche Vollmacht erteilt hat.

§ 2. Die Wallonische Regierung berät über sämtliche Vorschläge von Dekreten und Abänderung(en), die im Wallonischen Regionalrat eingebracht werden.

Art. 4 - § 1. Jedes Quartal wird jedem Mitglied der Wallonischen Regierung binnen fünfzehn Tagen nach Ablauf des betreffenden Zeitraums eine vollständige Übersicht über den Haushalt übermittelt, sowohl was die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen als auch den Stand der Einnahmen und der Ausgaben betrifft.

Die Übersicht enthält eine Anlage über das Investitionsprogramm.

§ 2. Jeder Minister hat für die Angelegenheiten, die zu seinen Zuständigkeiten gehören, direkten Zugang zu der Buchführung über die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen.

Art. 5 - Der Minister des Haushalts hat den Auftrag, zusammen mit dem von der Funktion her betroffenen Minister den Beschlussentwurf auszuarbeiten und vorzulegen, wenn der Rechnungshof seinen Sichtvermerk verweigert hat.

Art. 6 - Die Wallonische Regierung beschließt über jeden Gründungs-, Dezentralisierungs-, Dekonzentrations- oder Umstrukturierungsentwurf bzw. -vorschlag in bezug auf die öffentlichen Dienststellen, Organisationen und Einrichtungen, die mit der Durchführung der regionalen Politik beauftragt sind.

Art. 7 - Die Programme über materielle Investitionen, die ein oder mehrere Jahre umfassen, sind vor der Annahme der Haushaltsentwürfe Gegenstand einer Beratung der Wallonischen Regierung.

Diese Programme enthalten insbesondere die genaue Angabe des Betrags der Beihilfen und Zuschüsse oder die Schätzung der Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen, die genaue Angabe ihrer Zweckbestimmung und gegebenenfalls der Empfänger.

Art. 8 - Jeglicher Entwurf eines Rundschreibens oder einer Richtlinie allgemeiner.

Art. 9 - d durch den Verfasser an die anderen Minister weitergeleitet.

Diese haben das Recht, binnen 8 Tagen oder bei der Sitzung der Wallonischen Regierung, die auf den Eingang des besagten Entwurfs folgt, eine Beratung darüber zu beantragen. In Ermangelung eines solchen Antrags bzw. einer solchen Aufforderung wird das Rundschreiben verbreitet oder veröffentlicht.

Art. 10 - § 1. Für die Anwendung dieses Artikels versteht man unter:

- Akten A:

1° die Erlasse mit grundlegendem oder Verordnungscharakter;

2° die Erteilung von Vollmachten in Sachen Personal und Haushalt der Ministerien;

3° die Stellenpläne der Ministerien.

- Akten B:

1° die Erteilung sonstiger Vollmachten an Beamte;

2° die Stellenpläne der Einrichtungen öffentlichen Interesses;

3° die Verkündung von freien Stellen der Stufe 1;

4° die Erteilung von höheren Funktionen und die Beförderungen in der Stufe 1;

5° die endgültigen Beschlüsse im Anschluss an die von den Berufungsausschüssen und Berufungskammern sowie von den Ausschüssen in Sachen Probezeiten in der Stufe 1 abgegebenen Gutachten;

6° Die Personalversetzungen im Interesse des Dienstes ab dem Dienstgrad A4;

7° die Aufstellung der Anwerbungsprogramme.

- Akten C: die sonstigen verwaltungsmäßigen Beschlüsse in Sachen Personal, mit Ausnahme derjenigen, die Gegenstand von Vollmachten an Beamte gewesen sind.

§ 2. Die Generalsekretäre und die leitenden Beamten der Einrichtungen öffentlichen Interesses übermitteln jede in § 1 erwähnte Akte gleichzeitig dem Minister-Präsidenten, dem Minister des öffentlichen Dienstes und dem bzw. den von der Funktion her zuständigen Minister(n). Des weiteren übermitteln sie die in § 1 erwähnten Akten A dem Minister des Haushalts.

Jeder Minister, dem die Akte zugestellt wird, verfügt über eine Frist von fünfzehn Werktagen, um dem bzw. den zuständigen Kollegen sein Gutachten abzugeben, um dieses anschließend der Regierung vorzulegen oder einen Beschluss zu fassen. Nach Ablauf dieser Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Im Falle einer Meinungsverschiedenheit findet eine Konzertierung beim Minister des öffentlichen Dienstes innerhalb einer Frist von zehn Werktagen statt.

§ 3. Unbeschadet der Initiativen, die von der Verwaltung zu ergreifen sind, sind die nachfolgenden Minister zuständig, dieser Verwaltung im Rahmen der Vorbereitung von Beschlüssen zweckdienliche Anordnungen zu erteilen:

- der Minister des öffentlichen Dienstes für die Akten A;

- der Minister des öffentlichen Dienstes in Eigeninitiative oder auf Anfrage des von der Funktion her zuständigen Ministers für die Ministerien und der von der Funktion her zuständige Minister für die Einrichtungen öffentlichen Interesses für die Akten B. Bei einer an den Minister des öffentlichen Dienstes gerichteten Anfrage des von der Funktion her zuständigen Ministers erteilt der erstgenannte Minister der Verwaltung spätestens innerhalb eines Monats nach dieser Anfrage zweckdienliche Anordnungen;

- der von der Funktion her zuständige Minister auf Anfrage des Ministers des öffentlichen Dienstes oder in Eigeninitiative, wobei der Minister des öffentlichen Dienstes unverzüglich zu informieren ist, für die Ministerien und der von der Funktion her zuständige Minister für die Einrichtungen öffentlichen Interesses für die Akten C;

Der Minister des öffentlichen Dienstes hat zu gewährleisten, dass die Verwaltungslagen der Personalmitglieder kohärent sind.

§ 4. Die Akten A werden der Regierung durch den Minister des öffentlichen Dienstes vorgelegt.

Die Akten B, die die Ministerien betreffen, werden der Regierung durch den Minister des öffentlichen Dienstes vorgelegt.

Die Akten B, die die Einrichtungen öffentlichen Interesses betreffen, werden der Regierung durch den von der Funktion her zuständigen Minister vorgelegt.

§ 5. Unbeschadet der Bestimmungen der Paragraphen 3 und 4 ist die Regierung allein ist für die Akten A und B zuständig.

Unbeschadet der Bestimmungen von Paragraph 3 ist der Minister des öffentlichen Dienstes für die Akten C, die die Ministerien betreffen, zuständig. Eine Abschrift des Beschlusses des Ministers des öffentlichen Dienstes wird dem von der Funktion her zuständigen Minister übermittelt.

Der von der Funktion her zuständige Minister ist für die Akten C, die jede der Einrichtungen öffentlichen Dienstes betreffen, zuständig. Eine Abschrift des Beschlusses des von der Funktion her zuständigen Ministers wird dem Minister des öffentlichen Dienstes übermittelt.

§ 6. Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der gesamten Akten A und B, die die Ministerien betreffen, gefasst worden sind.

Der von der Funktion her zuständige Minister wird mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der Akten B, die jede der Einrichtungen öffentlichen Interesses betreffen, gefasst worden sind.

Art. 11 - Wenn die Region entweder an der Gestaltung bzw. der Ausarbeitung einer Politik beteiligt ist oder innerhalb der damit beauftragten Organe bzw. Einrichtungen vertreten ist, legt die Wallonische Regierung die Elemente der Politik der Region fest, benennt ihre Vertreter innerhalb dieser Organe bzw. Einrichtungen, erteilt ihnen sämtliche erforderlichen Anweisungen und nimmt ihre Berichte entgegen.

Art. 12 - § 1. Unbeschadet der Vollmachten, die die Wallonische Regierung ihren Mitgliedern erteilt, ist sie allein befugt, um im Namen der Region ein Gutachten für föderale, gemeinschaftliche, europäische oder internationale Behörden oder Organisationen abzugeben, sowie um einen Bericht oder einen Antrag an diese zu richten.

§ 2. Der Minister-Präsident koordiniert alle Verfahren in Sachen Gutachten, Konzertierung, Vereinigung oder Zusammenarbeit mit dem Föderalstaat oder den Teilstaaten.

Diese Verfahren werden gemeinsam durch den Minister-Präsidenten und den von der Funktion her zuständigen Minister vorbereitet.

§ 3. Die Wallonische Regierung beschließt über die allgemeinen Modalitäten der Entwürfe von Verträgen und Zusammenarbeitsabkommen, die der Minister-Präsident vorlegt.

§ 4. Die Verträge und Zusammenarbeitsabkommen werden, bevor sie von der Wallonischen Regierung genehmigt werden, gemeinsam vom Minister-Präsidenten und von dem von der Funktion her betroffenen Minister vorbereitet.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Datum, an dem diese Verträge bzw. Abkommen in Kraft treten.

Art. 13 - Unbeschadet der in den Artikeln 7, 13, 14, 15 und 16 vorgesehenen Bestimmungen ist jeder der Minister in seinem jeweiligen Zuständigkeitsbereich für Folgendes befugt:

1° die Beschlüsse in bezug auf einen Höchstbetrag von 495 000 Euro, wenn der Empfänger im Verwaltungshaushalt genannt ist; andernfalls wird dieser Betrag auf 250 000 Euro verringert;

2° die Beschlüsse in bezug auf Ausgaben, die unter Angabe des bzw. der Empfänger in einem von der Wallonischen Regierung beschlossenen Programm eingetragen sind, ohne Begrenzung des Betrags;

3° die Erlasse, durch die Zuschüsse gleich welcher Höhe in Durchführung der in Artikel 7 erwähnten Programme gewährt werden;

4° die Bewilligung der Vorteile, die in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs und der technologischen Hilfsmittel gewährt werden und sich auf jegliche Akte beziehen, die Investitionen unter 3 720 000 Euro betrifft und über welche die Finanzinspektion ein günstiges Gutachten abgegeben hat.

Den Mitgliedern der Wallonischen Regierung wird jedoch ein vierteljährlicher Bericht mitgeteilt, der die Liste der Betriebe und den Betrag der Vorteile angibt, die ihnen in Durchführung der betreffenden Rechtsvorschriften gewährt werden;

5° die Erteilung der Bürgschaft der Region, die gewährt wird in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs, wenn der zu verbürgende Kredit sich auf einen Höchstbetrag von 2 480 000 Euro beläuft, und bezüglich der technologischen Hilfsmittel, wenn sie sich auf ein Programm von höchstens 2 480 000 Euro bezieht;

6° die Erlasse, durch die die auf die Initiative der Gemeinden hin erstellten Raumordnungspläne und Städtebauordnungen genehmigt werden;

7° die zusätzlichen Regelungen in bezug auf die Straßenverkehrsordnung;

8° die Beihilfen zugunsten von Relaisgebäuden;

9° die Zulassung der Unternehmer;

10° die gerichtlichen Schritte, die sowohl als Kläger als auch als Beklagter im Namen der Wallonischen Regierung unternommen werden, und die weitere Behandlung der der Region vom Gerichtsvollzieher zugestellten Schriftstücke;

11° die Ausstellung von Bescheinigungen;

12° die Verträge über gütliche Abtretungen, die Quittungen und anderen Rechtsgeschäfte in bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von Gebäuden.

13° die Beschlüsse über die Gewährung von vierteljährlichen, gleichwertigen Teilzahlungen zugunsten des "Office régional de l'Emploi" (Regionales Amt für Arbeitsbeschaffung), des "Institut de Formation permanente des Classes moyennes et des petites et moyennes entreprises" (Institut für die ständige Weiterbildung des Mittelstandes und der kleinen und mittleren Betriebe) sowie der "Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation" (Subregionale Ausschüsse für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung);

14° die Ernennung der Mitglieder, die die Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen innerhalb der "Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation" vertreten;

15° die Ernennung der Mitglieder der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommissionen;

16° die Erlasse zur Genehmigung der Verwaltungspläne und die Beschlüsse zur Billigung der Begleitverträge und der Darlehen in Ausführung der Gesetzgebung und der Regelung bezüglich der Benutzung des Kontos des C.R.A.C (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), so wie sie im seitdem abgeänderten Abkommen vom 30. Juli 1992 gemeint ist, soweit die finanzielle Beteiligung der Region nicht beantragt wird.

17° die Genehmigung der Dreijahresprogramme, die in Artikel 5 des Dekrets vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, erwähnt sind;

18° die Gewährung der regionalen Bürgschaft für die Anleihen, die die psychiatrischen Kliniken "Chêne aux Haies" in Mons und "Les Marronniers" in Tournai für die Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks in den Grenzen ihres Investitionsplans aufgenommen haben, unter Vorbehalt des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

19° die Gewährung der regionalen Bürgschaft für die Anleihen, die für die Krankenhaus- und sozialmedizinischen Gebäude aufgenommen werden, in den Grenzen des im Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region eingetragenen Betrags in Ausführung des von der Regierung angenommenen Rahmenabkommens über diese Bürgschaft und der Artikel 50, § 1 und 51 des am 7. August 1987 koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser, unter Vorbehalt des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört.

Art. 14 - § 1. Die Wahl des Vergabeverfahrens - einschließlich der Auftragsbekanntmachung - bezüglich der öffentlichen Aufträge, die in Artikel 6, Absatz 1 des nachstehend "das Gesetz" genannten Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge gemeint sind, unterliegt der Zustimmung der Wallonischen Regierung, wenn deren Schätzwert die in der nachstehenden Tabelle angegebenen Beträge übersteigt:

	Öffentliche Ausschreibung Oder allgemeiner Angebots- aufruf	Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebots- aufruf Verhandlungsverfahren mit öffentlicher Bekanntma- chung	Verhandlungsverfahren ohne öffentliche Bekanntma- chung
Bau- und Arbeits- leistungen	7 435 000 Euro	1 610 000 Euro	495 000 Euro
Lieferungen	4 960 000 Euro	495 000 Euro	250 000 Euro
Dienstleistungen	1 490 000 Euro	250 000 Euro	125 000 Euro

§ 2. Die Zustimmung der Wallonischen Regierung wird ebenfalls vor der Vergabe des Auftrags erfordert, wenn der abgeschätzte Auftragspreis unter dem in § 1 bestimmten entsprechenden Betrag liegt, während der Betrag des zu genehmigenden Angebots diesen Betrag jedoch um mehr als 15 % übersteigt.

§ 3. Die Vergabe von öffentlichen Baukonzessionen, deren abgeschätzte Beträge ausschl. MwSt. den in § 1 festgelegten Beträgen entsprechen, unterliegt ebenfalls der Zustimmung der Wallonischen Regierung.

§ 4. Jeder Entwurf einer Vereinbarung, die dazu führen kann, dass die Wallonische Region oder eine von der hierarchischen Obrigkeit eines Ministers abhängende Einrichtung in Sachen öffentlicher Aufträge und im Rahmen der in § 1 angeführten Schwellen Verbindlichkeiten eingeht, bedarf ebenfalls der Zustimmung der Wallonischen Regierung.

Art. 15 - In den in Artikeln 17, § 2, 1°, c und 39, § 2, 1°, c des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 erwähnten Fällen wird die Zustimmung der Wallonischen Regierung durch die Zustimmung des Minister-Präsidenten ersetzt, soweit sie aufgrund der Dringlichkeit nicht vorher eingeholt werden konnte.

In diesem Fall hat der von der Funktion her betroffene Minister die Wallonische Regierung unverzüglich darüber zu informieren. Die angeführte Dringlichkeit muss begründet werden.

Art. 16 - In Abweichung von Artikel 13 wird die Zustimmung der Wallonischen Regierung in folgenden Fällen nicht erfordert:

1° bei öffentlichen Aufträgen, die durch beschränkte Ausschreibung oder durch beschränkten Angebotsaufruf vergeben sind, wenn dieses Verfahren die Folge einer öffentlichen Ausschreibung oder eines allgemeinen Angebotsaufrufs ist, für die bzw. den die vorherige Zustimmung der Wallonischen Regierung eingeholt worden ist aber denen keine Folge geleistet werden konnte aufgrund nebensächlicher Schwierigkeiten in der Auslegung der Bestimmungen des Sonderlastenheftes oder der eingereichten Angebote;

Im Sonderlastenheft dürfen nur diejenigen Anpassungen gemacht werden, die aufgrund der vorerwähnten Schwierigkeiten unbedingt notwendig geworden sind.

2° bei öffentlichen Aufträgen, die in den in Artikeln 17, § 2, 1°, d und e, und 4°, und 39, § 2, 1°, d und g, 3°, c und d, und 5° des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 erwähnten Fällen durch ein Verhandlungsverfahren zu vergeben sind;

3° im Rahmen von zwangsweise zu treffenden Maßnahmen für die mit einem bzw. mehreren Dritten auf Rechnung eines säumigen Auftragnehmers abzuschließenden öffentlichen Aufträge.

Art. 17 - Im Laufe des ersten Monats nach jedem Kalenderquartal müssen die Beschlüsse über die Vergabe der in Artikeln 13 und 15 des vorliegenden Erlasses erwähnten öffentlichen Aufträge durch den betroffenen Minister der Wallonischen Regierung zur Information mitgeteilt werden, unter Berücksichtigung derselben Bedingungen wie in Artikel 13, § 1, was die Schwellen angeht.

Art. 18 - Im Laufe des ersten Monats nach jedem Kalenderquartal müssen die Beschlüsse über die Wahl des Vergabeverfahrens und die Vergabe der öffentlichen Aufträge, die von öffentlich-rechtlichen Personen getroffen werden, die einzig und allein der Kontrollbefugnis der Wallonischen Regierung unterstehen, durch den übergeordneten Minister der Wallonischen Regierung zur Information mitgeteilt werden, unter Berücksichtigung derselben Bedingungen wie in Artikel 13, § 1, was die Schwellen angeht.

Die Auftragsbekanntmachung, der Auftragsanalysenbericht und die gemeinsamen Berichte der Kommissare werden der Wallonischen Regierung ebenfalls mitgeteilt.

Art. 19 - Der Betrag der öffentlichen Aufträge ist je nach Fall gemäß den Regeln festzulegen, die in Artikeln 2, 28 oder 54 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen und über die öffentlichen Baukonzessionen oder in Artikeln 2, 21 und 41 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen in den Bereichen der Wasser- und Energieversorgung, des Transportwesens und der Telekommunikation bestimmt sind.

Im Falle von zusätzlichen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen, die durch ein Verhandlungsverfahren unter den Bedingungen von Artikeln 17, § 2, 2°, a, 3°, b, und 39, § 2, 2°, a, 3°, b, 4°, b und 6° des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 zu vergeben sind, wird der Betrag des Hauptauftrags ebenfalls in Betracht genommen.

Art. 20 - Unbeschadet der anderen Bestimmungen, die im vorliegenden Erlass vorgesehen sind, sind die Minister ein jeder in seinem eigenen Zuständigkeitsbereich befugt, um die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Verordnungen und Rundschreiben anzuwenden.

Wenn mehrere Minister für dieselben Angelegenheiten zuständig sind, beginnt die Konzertierung bereits bei dem Entwurf der Vorschläge im Hinblick auf eine gemeinsame Ausarbeitung. Die eventuell daraus hervorgehende Vereinbarung wird von den betreffenden Ministern gemeinsam unterzeichnet.

Art. 21 - § 1. Die Einreichung der Akten bezüglich der Europäischen Fonds bei der Wallonischen Regierung fällt in den Zuständigkeitsbereich des Minister-Präsidenten. Diese Akten werden gemeinsam durch den Minister-Präsidenten und den von der Funktion her zuständigen Minister vorbereitet. Der Minister-Präsident führt zudem den Vorsitz in den verschiedenen technischen und finanziellen Ausschüssen und in den Begleitausschüssen.

§ 2. Jeder Beschluss zur Mittelaufwendung im Rahmen eines Europäischen Fonds oder zu ihrer belgischen Kofinanzierung wird dem Minister-Präsidenten unverzüglich mitgeteilt.

Art. 22 - Die «Agence Wallonne des Télécommunications» (Wallonische Telekommunikationsagentur) unterliegt der gemeinsamen Aufsicht des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien und des Ministers der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten.

Art. 23 - § 1. Im Rahmen des in § 2 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Konzertierungsverfahrens hat der zuständige Minister das Einverständnis jenes Ministers einzuholen, mit dem er die Akte abzustimmen hat, ehe er sie der Regierung vorlegt. Er bleibt jedoch der alleinige Unterzeichner.

§ 2. a. Die Akten bezüglich der Intermodalität sind Gegenstand einer Konzertierung zwischen dem Minister der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten und dem Minister des Transportwesens und der Mobilität;

b. Die Akten bezüglich der wissenschaftlichen Forschung auf dem Gebiet der Landwirtschaft, die in Anwendung von Artikel 2 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 in den Zuständigkeitsbereich der Regionen fallen, sind Gegenstand einer Konzertierung zwischen dem Minister der Landwirtschaft und der Ländlichen Angelegenheiten und dem Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien;

c. die Akten bezüglich der Durchführung der Zuständigkeit betreffend die Kraftfahrzeugsteuer, die Steuer für die erste Inbetriebnahme eines Fahrzeugs und die Eurovignette sind Gegenstand einer Konzertierung zwischen dem Minister der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten und dem Minister des Transportwesens und der Mobilität;

d. Die Akten bezüglich der Durchführung der in den Grundlagengesetzen über die Gemeinden, Provinzen, Ortschaften und Föderationen angeführten Zuständigkeiten, die auf dem Sondergesetz vom 13. Juli 2001 beruhen, sind Gegenstand einer Konzertierung zwischen dem Minister-Präsidenten und dem Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes.

Art. 24 - Jeder Antrag auf Zulassung der Unternehmer wird vor der Entscheidung vom Minister der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten, dem Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt zwecks Gutachten vorgelegt.

Art. 25 - Jeder Minister beschließt die zur Ausübung seiner Zuständigkeiten erforderlichen Enteignungen.

Art. 26 - Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts beglaubigt die Wallonische Regierung die Finanzinspektoren; sie bestimmt, wie sie bei ihren Mitgliedern eingesetzt werden.

Art. 27 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1999 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung wird aufgehoben.

Art. 28 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2002 in Kraft.

Art. 29 - Die Minister werden, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. August 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAALSE GEWEST

N. 2001 — 2491

[C – 2001/27486]

27 AUGUSTUS 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot regeling van de werking van de Regering

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 68, eerste lid;

Gelet op het decreet I van 7 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Regering acht dat de Minister-President als regeringsleider dezelfde prerogatieven moet genieten als de federale Eerste Minister;

Overwegende dat de werking van de Regering zo doeltreffend mogelijk moet zijn en dat de bepalingen van dit besluit derhalve zo spoedig mogelijk in werking moeten treden;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. Onverminderd de delegaties die ze aan haar leden verleent, beraadslaagt de Waalse Regering collegiaal volgens de consensusprocedure en bepaalt zij de politieke koers voor de materies die tot de bevoegdheid van het Gewest behoren.

Art. 2. § 1. De Waalse Regering beraadslaagt op geldige wijze over de agendapunten indien meer dan de helft van haar leden aanwezig is.

§ 2. De agenda wordt vastgesteld door de Minister-President.

§ 3. Behoudens behoorlijk gewettigde dringende noodzakelijkheid, worden de volgende punten niet systematisch op de agenda opgenomen :

- de punten waarvoor het advies van de Inspectie van Financiën niet bijgevoegd is;

- de punten waarvoor het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken niet bijgevoegd is als het vereist wordt;

- de punten waarvoor het akkoord van de Minister van Begroting niet bijgevoegd is als het vereist wordt.

§ 4. Behoudens behoorlijk gewettigde dringende noodzakelijkheid, wordt geen rekening gehouden met de punten die niet op de agenda staan.

§ 5. Een Minister kan elke zaak aanhalen die tot een gedelegeerde bevoegdheid behoort.

§ 6. De verdaging van een agendapunt kan vóór de vergadering gevraagd worden door een lid wiens afwezigheid gewettigd is.

Art. 3. § 1. De Waalse Regering beraadslaagt over elk ontwerp van decreet en reglementair besluit, behoudens door haar verleende delegatie.

§ 2. De Waalse Regering beraadslaagt over elk voorstel van decreet en amendement(en) dat bij de Waalse Gewestraad wordt ingediend.

Art. 4. § 1. Om de drie maanden maakt de Minister van Begroting binnen vijftien dagen na afloop van de bedoelde periode een volledig begrotingsoverzicht over aan ieder lid van de Waalse Regering, zowel van de vastleggingen en de betalingsopdrachten als van de ontvangsten en uitgaven.

Het overzicht bevat een bijlage met het investeringsprogramma.

§ 2. Iedere Minister kan, voor de materies die tot zijn bevoegdheden behoren, rechtstreeks inzage nemen van de boekhouding van de vastleggingen en betalingsopdrachten.

Art. 5. De Minister van Begroting moet, samen met de functioneel bevoegde Minister, het ontwerp van beraadslaging uitwerken en overleggen als het Rekenhof zijn visum weigert te geven.

Art. 6. De Waalse Regering beraadslaagt over elk ontwerp of voorstel van oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de openbare diensten, lichamen en instellingen die belast zijn met de uitvoering van het gewestelijk beleid.

Art. 7. Vooraleer de begrotingsontwerpen worden goedgekeurd, beraadslaagt de Waalse Regering over de zakelijke investeringsprogramma's die over één of meer jaren lopen.

De programma's vermelden met name het juiste bedrag van de tegemoetkomingen en subsidies of de raming van de werken, leveringen en diensten, de bestemming ervan en, in voorkomend geval, de begunstigden.

Art. 8. Ieder ontwerp van omzendbrief of richtlijn met een algemene draagwijdte wordt door de auteur ervan aan de andere Ministers overgemaakt.

Deze laatste kunnen na ontvangst van het ontwerp binnen acht dagen of op de eerste zitting van de Waalse Regering vragen dat erover beraadslaagd wordt. Bij gebrek aan een dergelijk verzoek of evocatie wordt de omzendbrief verspreid of bekendgemaakt.

Art. 9. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

- dossiers A :

1° de besluiten van organieke of reglementaire aard;

2° het verlenen van delegaties inzake personeel en begroting wat de ministeries betreft;

3° de personeelsformaties van de ministeries;

- dossiers B :

1° het verlenen van andere delegaties aan ambtenaren;

2° de personeelsformaties van de instellingen van openbaar nut;

3° het vacant verklaren van betrekkingen in niveau 1;

4° de toekenning van hogere functies en de bevorderingen in niveau 1;

5° de definitieve beslissingen i.v.m. adviezen gegeven door de commissies en de raden van beroep, alsook door de stagecommissies in niveau 1;

6° de mutaties in het belang van de dienst vanaf de graden van rang A4;

7° het uitwerken van de wervingsprogramma's;

- dossiers C : de andere administratieve beslissingen m.b.t. het personeel, behalve die waarvoor delegaties aan ambtenaren worden verleend.

§ 2. De Secretarissen-generaal en de leidend ambtenaren van de instellingen van openbaar nut maken elk dossier waarvan sprake in § 1 tegelijkertijd over aan de Minister-President, de Minister van Ambtenarenzaken en de functioneel bevoegde Minister(s). Bovendien maken ze de in § 1 bedoelde dossiers A tegelijkertijd over aan de Minister van Begroting.

De Minister die het dossier in ontvangst neemt, beschikt over een termijn van vijftien werkdagen om advies uit te brengen aan zijn collega die bevoegd is om het dossier aan de Regering voor te leggen of om te beslissen. Na afloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

In geval van uiteenlopende adviezen, wordt binnen tien werkdagen overleg gepleegd bij de Minister van Ambtenarenzaken.

§ 3. Onverminderd de door het bestuur te nemen initiatieven, mogen de instructies die nodig zijn voor de voorbereiding van de beslissingen, gegeven worden door :

- de Minister van Ambtenarenzaken, wat de dossiers A betreft;

- de Minister van Ambtenarenzaken, op eigen initiatief of op verzoek van de functioneel bevoegde Minister, voor de ministeries en door de functioneel bevoegde Minister voor de instellingen van openbaar nut wat de dossiers B betreft. Als de functioneel bevoegde Minister een verzoek richt aan de Minister van Ambtenarenzaken, geeft deze laatste de nodige instructies aan het bestuur uiterlijk binnen de maand van het verzoek;

- de functioneel bevoegde Minister, op verzoek van de Minister van Ambtenarenzaken of op eigen initiatief en voor zover de Minister van Ambtenarenzaken onmiddellijk wordt ingelicht, voor de ministeries en door de functioneel bevoegde Minister voor de instellingen van openbaar nut wat de dossiers C betreft.

De Minister van Ambtenarenzaken zorgt voor de samenhang van de administratieve toestanden van de personeelsleden.

§ 4. De dossiers A worden door de Minister van Ambtenarenzaken aan de Regering voorgelegd.

De dossiers B betreffende de ministeries worden door de Minister van Ambtenarenzaken aan de Regering voorgelegd.

De dossiers B betreffende de instellingen van openbaar nut worden door de functioneel bevoegde Minister aan de Regering voorgelegd.

§ 5. Onverminderd de bepalingen van de §§ 3 en 4, is alleen de Regering bevoegd voor de dossiers A en B.

Onverminderd de bepalingen van § 3, is de Minister van Ambtenarenzaken bevoegd voor de dossiers C betreffende de ministeries. Een afschrift van de beslissing van de Minister van Ambtenarenzaken wordt aan de functioneel bevoegde Minister overgemaakt.

De functioneel bevoegde Minister is bevoegd voor de dossiers C betreffende elk van de instellingen van openbaar nut. Een afschrift van de beslissing van de functioneel bevoegde Minister wordt onmiddellijk overgemaakt aan de Minister van Ambtenarenzaken.

§ 6. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van de door de Regering genomen beslissingen i.v.m. alle dossiers A en B betreffende de ministeries.

De functioneel bevoegde Minister is belast met de uitvoering van de door de Regering genomen beslissingen i.v.m. de dossiers B betreffende elk van de instellingen van openbaar nut.

Art. 10. Wanneer het Gewest hetzij betrokken is bij het concipiëren of het uitwerken van een beleid, hetzij vertegenwoordigd is binnen de lichamen of instellingen die ermee belast zijn, bepaalt de Waalse Regering de elementen van het gewestelijk beleid, wijst ze haar vertegenwoordigers aan binnen deze lichamen of instellingen, geeft ze hen de nodige richtlijnen en neemt ze hun verslagen in ontvangst.

Art. 11. § 1. Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden verleent, is alleen de Waalse Regering bevoegd om namens het Gewest advies uit te brengen aan de federale, communautaire, Europese of internationale overheden of instellingen, alsook om hen een verslag of een verzoek toe te zenden.

§ 2. De Minister-President coördineert elke procedure van advies, overleg, samenwerking of medewerking met de federale Regering of de deelgebieden.

Die procedures worden gezamenlijk voorbereid door de Minister-President en de functioneel bevoegde Minister.

§ 3. De Waalse Regering beraadslaagt, op de voordracht van de Minister-President, over de algemene modaliteiten i.v.m. ontwerpen van samenwerkingsverdragen en -overeenkomsten.

§ 4. Vooraleer door de Waalse Regering te worden goedgekeurd, worden de samenwerkingsverdragen en -overeenkomsten gezamenlijk voorbereid door de Minister-President en de functioneel bevoegde Minister.

De Waalse Regering bepaalt de datum waarop die verdragen en overeenkomsten in werking treden.

Art. 12. Onverminderd de bepalingen waarvan sprake in de artikelen 7, 13, 14, 15 en 16 worden alle Ministers, ieder wat zijn bevoegdheden betreft, belast met :

1° de beslissingen betreffende een maximumbedrag van 495 000 euro als de rechthebbende in de administratieve begroting vermeld staat; in het tegenovergestelde geval wordt dat bedrag tot 250 000 euro teruggebracht;

2° zonder beperking van het bedrag, met de beslissingen betreffende uitgaven opgenomen in een programma waarover binnen de Waalse Regering is beraadslaagd, met vermelding van de rechthebbende(n);

3° de besluiten tot toekenning van subsidies, ongeacht het bedrag ervan, in uitvoering van de in artikel 7 bedoelde programma's;

4° de toekenning van voordelen krachtens de wetgeving en de reglementering op de economische expansie, en met de technologische hulpmiddelen voor elk dossier betreffende tegemoetkomingen waarvan het bedrag kleiner is dan 3 720 000 euro en waarvoor de Inspectie van Financiën een gunstig advies heeft gegeven. De leden van de Waalse Regering ontvangen evenwel een driemaandelijks verslag met de lijst van de ondernemingen en het bedrag van de voordelen die zij krachtens voormelde wetgeving genieten;

5° de toekenning van de gewestelijke waarborg krachtens de wetgeving en de reglementering op de economische expansie als het te waarborgen krediet op een maximumbedrag van 2 480 000 euro slaat, en met de technologische hulpmiddelen als zij betrekking heeft op een programma van maximum 2 480 000 euro;

6° de besluiten tot goedkeuring van plannen van aanleg en stedenbouwkundige reglementen die van de gemeenten uitgaan;

7° de aanvullende politiereglementen voor het wegverkeer;

8° de tegemoetkomingen voor relaisgebouwen;

9° de erkenning van aannemers;

10° de rechtsvorderingen ingesteld als eiser en als verweerder in naam van de Waalse Regering, de bestemming van de aan het Gewest betekende deurwaardersexploiten;

11° de afgifte van getuigschriften;

12° de contracten van minnelijke overdracht, de kwijtingen, de huurovereenkomsten en andere handelingen betreffende de aankoop of de overdracht van onroerende goederen;

13° de beslissingen i.v.m. de toekenning van gelijkwaardige driemaandelijke tranches aan de "Office régional de l'Emploi" (Gewestdienst voor Arbeidsbemiddeling), het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming;

14° de benoeming binnen de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming van de leden die de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

15° de benoeming van de leden van de commissies tewerkstelling-vorming-onderwijs;

16° de besluiten tot goedkeuring van de beheersplannen en de beslissingen houdende goedkeuring van de begeleidingsovereenkomsten en de leningen in uitvoering van de wetgeving en de reglementering betreffende het gebruik van de C.R.A.C.-rekening waarvan sprake in de overeenkomst van 30 juli 1992, zoals gewijzigd, voor zover de financiële tegemoetkoming van het Gewest niet wordt gevraagd;

17° de goedkeuring van de driejarenprogramma's bedoeld in artikel 5 van het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut;

18° de toekenning van de gewestelijke waarborg voor leningen die de psychiatrische ziekenhuizen "Le Chêne aux Haies" en "Les Marronniers" met de instemming van de Minister van Begroting binnen de perken van hun investeringsbegroting aangaan om hun doel te verwezenlijken;

19° de toekenning van de gewestelijke waarborg voor leningen die de ziekenhuizen en de medisch-sociale inrichtingen met de instemming van de Minister van Begroting aangaan binnen de perken van het bedrag waarvan sprake in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, overeenkomstig de door de Regering goedgekeurde raamovereenkomst betreffende die waarborg en overeenkomstig de artikelen 50, § 1, en 51 van de op 7 augustus 1987 gecoördineerde wet op de ziekenhuizen.

Art. 13. § 1. De instemming van de Waalse Regering wordt vereist voor de keuze van de gunningswijze, met inbegrip van de aankondiging van de opdracht, van de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 6, eerste lid, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten, hierna de wet genoemd, en waarvan het geraamde bedrag hoger is dan de hierna vermelde bedragen :

	Openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag	Beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag Onderhandelingsprocedure met bekendmaking	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
Werken	7 435 000 euro	1 610 000 euro	495 000 euro
Leveringen	4 960 000 euro	495 000 euro	250 000 euro
Diensten	1 490 000 euro	250 000 euro	125 000 euro

§ 2. De instemming van de Waalse Regering wordt ook vereist voor de gunning van een opdracht waarvan het geraamde bedrag lager is dan het overeenstemmend bedrag bedoeld in § 1, terwijl het bedrag van de goed te keuren offerte dat bedrag met meer dan vijftien procent overschrijdt.

§ 3. De instemming van de Regering wordt ook vereist voor de gunning van concessies van openbare werken waarvan de exclusief BTW geraamde bedragen overeenstemmen met die bedoeld in § 1.

§ 4. De instemming van de Waalse Regering wordt ook vereist voor elk ontwerp van overeenkomst op grond waarvan het Waalse Gewest of een instelling die onder het hiërarchische gezag van een Minister staat, verbintenissen i.v.m. overheidsopdrachten aangaat met inachtneming van de in § 1 bedoelde bedragen.

Art. 14. In de gevallen bedoeld in de artikelen 17, § 2, 1°, c, en 39, § 2, 1°, c, van de wet van 24 december 1993 wordt in plaats van de instemming van de Waalse Regering de instemming van de Minister-President vereist, voor zover ze niet vooraf verkregen kan worden wegens dringende noodzakelijkheid.

In dat geval moet de bevoegde Minister de Waalse Regering zo spoedig mogelijk informeren. De ingeroepen dringende noodzakelijkheid moet gewettigd worden.

Art. 15. In afwijking van artikel 13 wordt de instemming van de Waalse Regering niet vereist :

1° voor de gunning van overheidsopdrachten volgens de beperkte aanbesteding of de beperkte offerteaanvraag, als deze procedure voortvloeit uit een openbare aanbesteding of een algemene offerte-aanvraag waarvoor de Waalse Regering haar instemming heeft gegeven maar waaraan geen gevolg kon worden gegeven wegens een problematische interpretatie hetzij van de bepalingen van het bestek, hetzij van de ingediende offertes.

In het bestek mogen slechts wijzigingen worden aangebracht die strikt noodzakelijk zijn wegens voormelde interpretatieproblemen;

2° voor de gunning van overheidsopdrachten volgens de onderhandelingsprocedure in de gevallen bedoeld in de artikelen 17, § 2, 1°, d en e, en 4°, en 39, § 2, 1°, d en g, 3°, c en d, en 5°, van de wet van 24 december 1993;

3° in het kader van de maatregelen van ambtswege, voor overheidsopdrachten die met één of meer derden gesloten moeten worden voor rekening van een in gebreke gebleven aannemer.

Art. 16. De beslissingen betreffende de gunning van de in de artikelen 13 en 15 van dit besluit bedoelde overheidsopdrachten moeten in de loop van de eerste maand na elk kalenderkwartaal, samen met het aanbestedingsrapport, door de bevoegde Minister voor informatie worden overgemaakt aan de Waalse Regering. Daarbij moeten de in artikel 13, § 1, bedoelde bedragen in acht genomen worden.

Art. 17. De beslissingen i.v.m. de keuze van de gunningswijze en van de gunning van de in de artikelen 13 en 15 van dit besluit bedoelde overheidsopdrachten moeten in de loop van de eerste maand na elk kalenderkwartaal, samen met het aanbestedingsrapport, door de bevoegde Minister voor informatie worden overgemaakt aan de Waalse Regering. Daarbij moeten de in artikel 13, § 1, bedoelde bedragen in acht genomen worden. De aankondiging van de opdracht, het rapport van de opdrachtanalyse en de gezamenlijke rapporten van de Regeringscommissarissen moeten eveneens aan de Waalse Regering worden overgemaakt.

Art. 18. Het bedrag van de overheidsopdrachten moet al naar gelang het geval geraamd worden volgens de regels bedoeld in de artikelen 2, 28 of 54 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, of in de artikelen 2, 21 en 41 van het koninklijk besluit betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie.

In geval van gunning van bijkomende werken, leveringen of diensten volgens de onderhandelingsprocedure onder de voorwaarden bedoeld in de artikelen 17, § 2, 2°, a, 3°, b, en 39, § 2, 2°, a, 3°, b, 4°, b, en 6°, van de wet van 24 december 1993, wordt het bedrag van de hoofdopdracht eveneens in aanmerking genomen.

Art. 19. Voor de materies die tot hun bevoegdheden behoren, hebben de Ministers machtiging om de wetten, decreten, besluiten, reglementen en omzendbrieven toe te passen, onverminderd de andere bepalingen van dit besluit.

Voor de materies die tot de bevoegdheden van verschillende Ministers behoren, wordt bij het uitwerken van de voorstellen overleg gepleegd met het oog op hun gezamenlijke bijwerking en medeondertekenen de betrokken Ministers de overeenkomst die er eventueel uit voortvloeit.

Art. 20. § 1. De Minister-President is bevoegd om de dossiers i.v.m. de Europese fondsen aan de Waalse Regering over te maken. Die dossiers worden gezamenlijk voorbereid door de Minister-President en de functioneel bevoegde Minister. Daarenboven neemt de Minister-President het voorzitterschap van de verschillende technische, financiële en opvolgingscomités waar.

§ 2. Elke beslissing tot vastlegging betreffende een Europees fonds of de Belgische cofinanciering ervan wordt onmiddellijk aan de Minister-President betekend.

Art. 21. Het « Agence wallonne des Télécommunications » (Waals Agentschap voor Telecommunicatie) valt onder het gezamenlijke toezicht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën en van de Minister van Uitrustingen en Openbare Werken.

Art. 22. § 1. De overlegprocedure voorzien bij § 2 van dit artikel houdt in dat de bevoegde minister de instemming moet krijgen van de minister met wie hij verplicht is overleg te plegen vóór zijn dossier aan de Regering voor te leggen hoewel hij de enige ondertekenaar blijft.

§ 2. a. Over de dossiers met betrekking tot de intermodaliteit wordt overleg gepleegd tussen de Minister van Uitrusting en Openbare Werken en de Minister van Vervoer en Mobiliteit;

b. Over de dossiers met betrekking tot het wetenschappelijk onderzoek inzake landbouw als gewestelijke bevoegdheid in uitvoering van artikel 2 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 wordt overleg gepleegd tussen de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden en de Minister van Economie en Onderzoek;

c. Over de dossiers met betrekking tot de uitvoering van de bevoegdheid inzake de verkeersbelasting op de autovoertuigen, de belasting op de inverkeersstelling en het eurovignet wordt overleg gepleegd tussen de Minister van Uitrusting en Openbare Werken en de Minister van Vervoer en Mobiliteit;

d. Over de dossiers met betrekking tot de uitvoering van de bevoegdheden inzake de organieke wetten van de gemeenten, de provincies, de agglomeraties en de federaties zoals ze blijken uit de bijzondere wet van 13 juli 2001 wordt overleg gepleegd tussen de Minister-President en de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken.

Art. 23. Vooraleer een beslissing wordt genomen, verzoekt de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu de Minister van Uitrusting en Openbare Werken om advies over elke aanvraag om erkenning van aannemers.

Art. 24. Elke Minister bepaalt de onteigeningen die nodig zijn voor de uitoefening van zijn bevoegdheden.

Art. 25. De Waalse Regering accrediteert de inspecteurs van financiën en stelt hen bij haar leden aan op de voordracht van de Minister van Begroting.

Art. 26. Het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1999 tot regeling van de werking van de Regering wordt opgeheven.

Art. 27. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 28. De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 augustus 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. M. ARENA



F. 2001 — 2492

[C — 2001/27487]

27 AOÛT 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993 et du 13 juillet 2001;

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible;

Considérant que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- "loi" : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993 et du 13 juillet 2001;

- "décret" : le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.